



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr.
GÉNÉRALE

CAT/SP/30
11 septembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES

Onzième réunion

Genève, 8 octobre 2007

**ÉLECTION DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ CONTRE LA TORTURE,
EN REMPLACEMENT DE CEUX DONT LE MANDAT PRENDRA
FIN LE 31 DÉCEMBRE 2007, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 17
DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES
OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS**

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le lundi 8 octobre 2007, la onzième réunion des États parties à la Convention au cours de laquelle seront élus cinq membres du Comité contre la torture, en remplacement de ceux dont le mandat prendra fin le 31 décembre 2007 (voir l'annexe I). On trouvera à l'annexe II les noms des cinq autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2009.
2. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 14 mai 2007, invité les États parties à la Convention à présenter des candidats à l'élection le 10 août 2007 au plus tard.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-dessous, par ordre alphabétique, la liste des personnes présentées au 10 août 2007 comme candidats à l'élection au Comité contre la torture et des États parties qui les ont désignées.

<u>Nom du candidat</u>	<u>Désigné par</u>
M. Khalid S. A. AL-TAKHAYNEH	Jordanie
M ^{me} Marta Beatriz ALTOAGUIRRE LARRAONDO	Guatemala
M ^{me} Eliane Berthe EGUE-ADOTE	Bénin
M ^{me} Felice GAER	États-Unis d'Amérique
M. Luis GALLEGOS CHIRIBOGA	Équateur
M. Claudio GROSSMAN	Chili
M ^{me} Myrna KLEOPAS	Chypre
M ^{me} Maria PINIOU-KALLI	Grèce
M ^{me} Diana SCOBIOALA	Moldova

4. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit à l'annexe III.

Annexe I

**LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITÉ DONT
LE MANDAT EXPIRE LE 31 DÉCEMBRE 2007**

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Guibril CAMARA	Sénégal
M ^{me} Felice GAER	États-Unis d'Amérique
M. Luis GALLEGOS CHIRIBOGA *	Équateur
M. Claudio GROSSMAN	Chili
M. Andreas MAVROMMATIS	Chypre

* Nommé en 2006, conformément au paragraphe 6 de l'article 17 de la Convention, à la suite de la démission de M. Julio Prado Vallejo.

Annexe II

**LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITÉ DONT
LE MANDAT EXPIRE LE 31 DÉCEMBRE 2009**

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M ^{me} Essadia BELMIR	Maroc
M. Alexander KOVALEV	Fédération de Russie
M. Fernando MARIÑO MENÉNDEZ	Espagne
M ^{me} Nora SVEAASS	Norvège
M. Xuexian WANG	Chine

Annexe III

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS À L'ÉLECTION AU COMITÉ CONTRE LA TORTURE

Nom et prénom: AL-TAKHAYNEH, Khalid S. A.

Date et lieu de naissance: 10 avril 1962, Karak (Jordanie)

Langue(s) de travail: anglais, arabe

Situation/fonction actuelle:

Chef de la Division des institutions spécialisées et du désarmement, Ministère des affaires étrangères, Amman (Jordanie)

Principales activités professionnelles:

Chargé de cours à temps partiel, École supérieure Mulana Azad, 1988-1991

Chercheur et Chef de la Division des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères, Amman (Jordanie), 1993-2002

Membre de la Commission nationale des femmes, 1996-2002

Membre de la Commission royale des droits de l'homme, 2000-2002

Membre de la Commission nationale des réfugiés, 2000

Conseiller, Conseil national des affaires familiales, 2000

Membre de l'Équipe spéciale jordanienne pour l'enfance, 1996-2002

Membre du Conseil de la Commission nationale de déminage et de réadaptation, 2002-2006

Membre des Coalitions nationales pour la Cour pénale internationale, 1998

Membre des Coalitions internationales pour la Cour pénale internationale, 1998

Membre de la Commission nationale de l'éducation, de la culture et de la science, 1998

Membre de la Commission nationale de mise en œuvre du droit humanitaire, 1998

Études:

Doctorat en sciences politiques, 1991, Université Ransh

Maîtrise de relations internationales, 1988, Université Jadaaur

Diplôme d'études supérieures de gestion des entreprises, 1987, Institut supérieur Sestech

Licence de sciences politiques, 1985, Université Jadaaur

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Membre de la Société jordanienne des droits de l'homme, 1998

Vice-Président de la Société philanthropique IEE, 1996

Vice-Président de la Société d'aide sociale à l'enfance, 1998

Membre du Conseil d'administration du Centre des droits de l'homme d'Amman, 2000

Membre du Conseil d'administration du Centre de recherche et d'études Alarqam, 2005

Membre du Conseil d'administration du Centre Roots de développement de l'enfant, 2006

Membre de la Société jordanienne des droits des citoyens, 1998-2004

Membre de la Société nationale de protection des détenus, 1996

Liste des publications les plus récentes du candidat:

Nombreux articles portant sur les droits de l'homme et le droit humanitaire publiés dans des quotidiens et dans des rapports nationaux relatifs aux droits de l'homme, et notamment sur les thèmes suivants: les droits de l'homme en droit international, la Commission internationale d'établissement des faits, la Cour pénale internationale, les réfugiés en droit international, les droits de l'homme en Jordanie, la Banque mondiale et les droits de l'homme, le rôle des ONG dans la protection des droits de l'homme, le droit humanitaire et l'islam.

Établissement de rapports nationaux présentés par la Jordanie aux organes conventionnels sur la mise en œuvre des six principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Convention relative aux droits de l'enfant).

Nom et prénom: ALTOLAGUIRRE LARRAONDO, María Beatriz

Date et lieu de naissance: 26 août 1937, Guatemala

Langue(s) de travail: espagnol, anglais

Situation/fonction actuelle:

Depuis le 17 août 2006, Vice-Ministre des affaires étrangères, poste qu'elle avait déjà occupé une première fois de janvier 2004 à janvier 2006. Dans l'exercice de ses fonctions, elle s'occupe de la question des migrants guatémaltèques et suit les questions relatives aux droits de l'homme ainsi qu'au droit international humanitaire.

Principales activités professionnelles:

Du 1^{er} février au 15 août 2006, Sous-Secrétaire à la coopération internationale, au Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence. De janvier 2000 à octobre 2003, membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'Organisation des États américains (OEA), dont elle a été élue Présidente. Pendant son mandat, elle a œuvré à un plus grand rapprochement avec les pays des Caraïbes et au renforcement du bureau du Rapporteur sur les droits des femmes. Elle a été Rapporteuse spéciale sur les droits des femmes de la CIDH et s'est rendue à Ciudad Juárez (Mexique) pour s'informer sur les meurtres de femmes commis dans cette ville. Elle est l'une des signataires de la Déclaration conjointe des rapporteuses spéciales sur les droits des femmes rendue publique le 8 mars 2002. De 1996 à 1999, elle a été Présidente de la Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme. En 1993, elle a été élue au Conseil consultatif du ministère public du Guatemala.

Études:

Licence de sciences juridiques et sociales

Avocat et notaire en exercice depuis 1979

Membre actif du Collège des avocats et des notaires du Guatemala (n° 2372)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Présentation d'exposés dans le cadre de diverses manifestations universitaires nationales et internationales sur des sujets en rapport avec les droits de l'homme, la justice, la discrimination et la liberté d'expression, et notamment sur les violences faites aux femmes, en particulier le féminicide au Guatemala. Lancement d'initiatives destinées à lutter contre la traite des personnes et participation à l'élaboration d'une stratégie visant à prévenir ce phénomène, à châtier les responsables, et à protéger et prendre en charge les victimes, ainsi qu'à la définition d'une orientation législative pour l'élaboration de la proposition de loi intégrale pour la lutte contre le délit de traite et la préparation de réformes du Code pénal.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Plus de 500 articles d'opinion parus dans la presse guatémaltèque; en 1992, élection à la présidence de la Chambre guatémaltèque du journalisme.

Nom et prénom: GAER, Felice

Date et lieu de naissance: 16 juin 1946, New Jersey (États-Unis d'Amérique)

Langue(s) de travail: anglais

Situation/fonction actuelle:

Depuis 1993, Directrice du Comité juif américain de l'Institut Jacob Blaustein pour la promotion des droits de l'homme

Depuis 2000, membre du Comité contre la torture

Depuis 2006, Rapporteuse chargée du suivi des conclusions et recommandations du Comité contre la torture

De 2004 à 2006, Vice-Présidente du Comité contre la torture

Principales activités professionnelles:

1991-1992, Directrice exécutive de la Division des programmes européens de l'Association des États-Unis d'Amérique pour les Nations Unies

1982-1991, Directrice exécutive de la Ligue internationale des droits de l'homme

1974-1981, administratrice de programme à la Division internationale de la Fondation Ford (1976-1981)

1974-1976, administratrice de programme adjointe

1976-1981, Commission des politiques publiques

Études:

Wellesley College, licence de sciences politiques (mention très bien), 1968

Columbia University, maîtrise de philosophie (sciences politiques), 1973; maîtrise de sciences humaines, 1971

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Membre de la Commission fédérale des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, 2001-2007; Présidente: 2002-2003; 2006-2007

Présidente du Comité directeur de la Coalition nationale pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, 1997-1999

Comité consultatif de l'organisation Human Rights Watch pour l'Asie orientale et centrale, depuis 1996

Conseil international des droits de l'homme, Centre Carter, Université Emory, 1994-2003

Vice-Présidente et membre du Conseil d'administration de la Ligue internationale des droits de l'homme, depuis 1991

Présidente de l'Internationale des amis de la Commission chilienne des droits de l'homme, 1985-1990

Comité des droits de l'homme de l'Académie des sciences de New York, 1982-1992

Membre du Conseil d'administration de l'International Dispute Resolution Associates, 1995-2000

Membre du Groupe consultatif sur les conflits ethniques, les minorités et les droits des individus, Conseil de l'Atlantique, 1993-1995

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Andrei Sakharov, depuis 1993

Conseil des relations extérieures, depuis 1991

Alumnae Achievement Award, Wellesley College, 1995

Membre du Groupe consultatif sur le droit au logement du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat II), New York, janvier 1996

Consultante auprès de la Fondation Rockefeller, 1982-1983

Membre de la délégation des États-Unis aux instances ci-après:

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, juin 1993

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995

Comité préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), février 1996

Commission des droits de l'homme, Genève, 1994-1999

Liste des publications récentes du candidat dans ce domaine:

Auteur de nombreux articles spécialisés, de parties d'ouvrages et de rapports sur des questions relatives aux droits de l'homme concernant l'ensemble des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que sur les institutions internationales chargées d'élaborer et de mettre en œuvre les normes en matière de droits de l'homme (Organisation des Nations Unies, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, notamment).

Nom et prénom: EGUE-ADOTE, Eliane Berthe

Date et lieu de naissance: 1^{er} juillet 1956, Abomey (Bénin)

Langue(s) de travail: français, anglais

Situation/fonction actuelle:

Avocat près la cour d'appel de Cotonou

Principales activités professionnelles:

Avocat inscrit au barreau depuis 1986, membre du Conseil de l'ordre (2001-2003), exerçant dans les domaines du droit pénal, du droit commercial et du droit social, notamment par des consultations, des conseils et l'assistance juridique

Études:

Maîtrise en droit public, Université nationale de Côte d'Ivoire, 1981

Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en droit des affaires, Université nationale du Bénin, 2002

Formation des formateurs sur les instruments juridiques de protection des droits de l'homme, Avocats sans frontières, Sommières (France), 2006

Participation à la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, New York, 2006

Formation sur la pratique du droit pénal international devant les juridictions internationales, Dakar, 2005

Séminaire-atelier sur la protection des défenseurs des droits humains en Afrique de l'Ouest, Bamako, 2001

Certificat de formation en matière de droits de la personne, Fondation canadienne des droits de la personne, Montréal, Canada, 2001

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Membre du Comité de suivi et d'élaboration de l'avant-projet de loi créant le mécanisme de prévention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au Bénin

Coordnatrice du Groupe Justice à Amnesty International, Section béninoise; dans ce cadre, participation à toutes les activités d'échange, de suivi, de lobbying et de plaidoyer pour la signature, l'adoption et la ratification par le Bénin du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT)

Conseillère juridique du Réseau des associations pour la défense des droits humains (RADH): visites périodiques des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire et établissement de rapports avec constats et recommandations aux autorités de l'État

Vice-Présidente de la Coalition béninoise pour la Cour pénale internationale (CPI)

Membre du Comité de pilotage pour les questions de mise en œuvre et d'adaptation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale au droit interne; dans ce cadre, élaboration d'une étude approfondie sur les crimes relevant de la Cour, notamment la torture, que l'article 7 du Statut qualifie de crime contre l'humanité

Membre du WILDAF-Benin (Women in Law and Development in Africa): participation à des campagnes de lutte contre les violences faites aux femmes et le harcèlement sexuel

Membre de l'Association des femmes juristes du Bénin (AFJB): organisation de séances de sensibilisation aux instruments juridiques internationaux et de vulgarisation de ces instruments, et participation à l'élaboration de divers manuels et guides pour la protection et la promotion des droits et devoirs de la femme

Liste des publications et exposés récents du candidat dans ce domaine:

Membre de l'équipe de conception et de rédaction du Code des personnes et de la famille

Membre de l'équipe de conception et de rédaction de l'avant-projet de loi abrogeant la pratique des mutilations génitales féminines

Rédaction de divers articles, notamment sur l'abolition de la pratique du lévirat, l'abolition de la peine de mort, les violences faites aux femmes, les mutilations génitales féminines

Exposé sur les peines prévues par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale

Exposé sur la lutte contre l'impunité dans le cadre du séminaire national «Presse, droits humains et démocratie»

Nom et prénom: GALLEGOS CHIRIBOGA, Luis

Date et lieu de naissance: 13 décembre 1946, Quito (Équateur)

Langue(s) de travail: espagnol, anglais, français

Situation/fonction actuelle:

Président de la G3 ICT (Initiative mondiale pour des technologies de l'information et de la communication inclusives)

Président de la Fondation mondiale «Rehabilitation International»

Ambassadeur de l'Équateur auprès des États-Unis d'Amérique

Principales activités professionnelles:

Ambassadeur aux États-Unis (2005)

Ambassadeur en Australie

Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

Président du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des handicapés (2002-2005)

Vice-Président de l'Assemblée générale (2003)

Vice-Président du Conseil économique et social (2005)

Vice-Président du Conseil exécutif de l'UNICEF (2004)

Sous-Secrétaire aux affaires politiques, Ministère des affaires étrangères (2000-2002)

Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève (1997-2000)

Vice-Président de la Commission des droits de l'homme (1998)

Président du Réseau du corps diplomatique à Genève

Ambassadeur en El Salvador (1994-1997)

Coordonnateur pour la modernisation du Ministère des affaires étrangères (1990-1994)

Chef de mission en Bulgarie (1985-1989)

Professeur et universitaire

Études:

Licence de sciences politiques et sociales

Doctorat en droit

Formation de diplomate, Institut des hautes études nationales

Master of Arts, École Fletcher de droit et de diplomatie, Université Tufts/Harvard

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Vice-Président de la Commission des droits de l'homme (1998)

Membre du Bureau de l'Assemblée des États parties au Statut de la Cour pénale internationale

Président du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des handicapés (2003-2005)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

2002-2007, divers articles sur les sujets suivants:

La Convention relative aux droits des personnes handicapées

Surveillance de la mise en œuvre des droits de l'homme

Handicap et développement

L'accessibilité pour les personnes handicapées

Technologie et handicap

Nom et prénom: GROSSMAN, Claudio

Langue(s) de travail: anglais, espagnol

Situation/fonction actuelle:

Doyen de la faculté de droit de l'American University (Washington), membre et Vice-Président du Comité contre la torture (élu en 2003) et membre de la Commission de contrôle des fichiers d'Interpol (élu en février 2005). Président du Collège des Amériques (COLAM), programme de l'Organisation universitaire interaméricaine qui rassemble quelque 400 universités de l'hémisphère occidental.

Principales activités professionnelles:

Le professeur Claudio Grossman est un éminent juriste chilien et une figure internationale à la carrière brillante, doté d'une vaste expérience du droit international, des organisations internationales et des études juridiques.

Le professeur Grossman a été élu membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour la période 1994-1997 et son mandat a été renouvelé jusqu'en 2001. Président de cette prestigieuse organisation à deux reprises (en 1996 puis en 2001), il a par ailleurs assumé à la CIDH les fonctions de rapporteur spécial sur les droits des femmes et de rapporteur spécial sur les droits des populations autochtones. M. Grossman a représenté la CIDH dans le cadre de missions en Argentine, au Brésil, au Canada, en Colombie, au Guatemala, en Haïti, au Mexique, au Panama, au Pérou et en République dominicaine, entre autres pays. En sa qualité de membre et de Président de la CIDH, il a participé aux décisions concernant des centaines d'affaires individuelles et a représenté la Commission en de nombreuses occasions devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le professeur Grossman a aussi présidé des missions d'observation des élections ou participé à de telles missions dans divers pays du monde entier pour le compte d'autres organisations internationales ou d'organisations non gouvernementales.

Le professeur Grossman, qui a enseigné dans plusieurs universités (Université du Chili, Université d'Utrecht et faculté de droit de l'American University de Washington), jouit d'une grande estime dans les milieux universitaires. Depuis 1985, il est titulaire de la Chaire de droit international humanitaire Raymond Geraldson.

Études:

Le professeur Grossman est licencié de sciences juridiques et sociales de la faculté de droit de l'Université du Chili (1971). Il est par ailleurs titulaire d'un doctorat en sciences du droit (Rechtsgeleerdheid) de l'Université d'Amsterdam (1980).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Le professeur Grossman a déjà été consulté pour ses connaissances en droit international et en droit comparé par des gouvernements et des institutions nationales et internationales (l'Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement de la délinquance, par exemple).

Il est membre du Conseil de l'Institut interaméricain des droits de l'homme et du Comité de rédaction de la revue des droits de l'homme de l'Université ibéro-américaine de Mexico.

Le professeur Grossman est l'auteur de nombreuses publications sur le droit international, le droit comparé et le droit humanitaire (<http://www.wcl.american.edu/dean/cv.cfm>). Il a par ailleurs reçu de multiples distinctions dans le domaine du droit international.

Nom et prénom: KLEOPAS, Myrna Y.

Date et lieu de naissance: 23 août 1944, Chypre

Langue(s) de travail: anglais

Situation/fonction actuelle:

Présidente de la Commission d'examen des plaintes de patients (district de Nicosie), organe indépendant nommé par le Ministre de la santé de la République de Chypre.

Principales activités professionnelles:

Février 1971-1977: Juriste praticienne

Février 1977-1979: Conseillère juridique pour les droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre

Avril 1979: Entrée au service diplomatique de Chypre

1979-1980: Division des affaires politiques, Ministère des affaires étrangères, chargée des droits de l'homme

Avril 1980-1986: Conseillère et Consul général, Haute Commission de Chypre, Londres (Royaume-Uni)

Août 1986-1990: Division des affaires politiques, Ministère des affaires étrangères, chargée entre autres des droits de l'homme

Octobre 1990-1993: Directrice du Cabinet du Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères

Novembre 1993-1996: Ambassadeur en Chine avec accréditation parallèle auprès du Japon, du Pakistan, de la Mongolie et des Philippines

Novembre 1996-1997: Directrice de la Division des affaires politiques (Question chypriote), Ministère des affaires étrangères

Décembre 1997-2000: Ambassadeur en Italie avec accréditation parallèle auprès de la Suisse, de Malte et de Saint-Marin

Juillet 2000-2004: Haut-Commissaire auprès du Royaume-Uni

Études:

Avocat, Gray's Inn, Londres (Royaume-Uni)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Rapports de Chypre concernant la mise en œuvre des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

Requêtes de Chypre auprès du Comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe pour des violations des droits de l'homme commises par la Turquie sur le territoire chypriote

Membre de la délégation chypriote à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire, 1978

Participation aux travaux de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1977-1980 et 1989-1990

Participation aux travaux du Comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe, 1977-1980 et 1989-1990

Représentante du Ministère des affaires étrangères à l'Agence centrale pour les droits des femmes, 1988-1993

Représentante de Chypre à la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies, 1989

Participation à la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, Beijing, 1995

Chef de la délégation chypriote à la Conférence diplomatique de Rome sur la création d'une cour criminelle internationale, 1998

Participation à la cinquième session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 2006

Nom et prénom: PINIOU-KALLI, Maria

Date et lieu de naissance: 6 mai 1942, Grèce

Langue(s) de travail: anglais, français, italien, russe, espagnol

Études:

Diplôme de la faculté de médecine de l'Université de Thessalonique, Grèce (1966).
Spécialisation en pathologie interne et, partiellement, en endocrinologie, puis en dermatologie et en vénérologie

Doctorat de l'Université d'Athènes (Grèce). Titre de thèse: «Les enzymes antiprotéolytiques dans l'acné conglobata»

Activités sociales et politiques:

Présidente du Conseil international de réadaptation pour les victimes de la torture (CIRT), 1998-2003

Le docteur Piniou-Kalli est l'un des membres fondateurs du Centre médical de réadaptation des victimes de la torture, organisation sans but lucratif située à Athènes (Grèce), et en est la Directrice médicale depuis sa fondation en septembre 1989.

En 1996, elle a soutenu une initiative pour la mise en place du Réseau du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour la prévention de la torture et la réadaptation des victimes de la torture.

En 1993, elle a appuyé une initiative concernant les pays des Balkans, jouant ainsi un rôle de premier plan dans la création du Réseau balkanique pour la prévention de la torture et la réadaptation des victimes de la torture.

Activités internationales:

Coprésidence de la Commission scientifique du huitième Colloque international sur la torture (La torture, un défi pour les professionnels de la santé, du droit et d'autres secteurs), 1999, Inde

Participation à une réunion conjointe du Centre médical de réadaptation des victimes de la torture et de l'Association pour la prévention de la torture, 1999, Athènes

Désignation par le Ministère grec des affaires étrangères comme candidate à la fonction de membre du Comité contre la torture, représentant le CIRT, 1999

Participation à une réunion dans le cadre du Forum «Vienne plus Cinq», ainsi qu'à une session parallèle intitulée «Les femmes et la violence organisée», 1998, Canada

Participation à une audience publique organisée par le Parlement européen, où elle a présenté de nombreux cas de personnes victimes de la torture, 1996

Participation à une réunion préparatoire à Beijing et à cinq autres réunions à Strasbourg organisées par les Femmes du Parti socialiste vert

Participation, à Genève, aux travaux de la Commission préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 1993 (Vienne)

Désignation comme candidate au Prix des droits de l'homme de la République française (1993)

Activités nationales:

Candidate du PASOK (Parti socialiste) au Parlement européen, juin 2004

Candidate à la présidence de Démocratie de Grèce, 1995

Candidate au Parlement européen pour le parti Écologistes-alternatifs, 1989 et 1994

Membre fondateur du parti Écologistes-alternatifs

Membre du comité exécutif de ce parti pour trois mandats consécutifs, 1990-1992

Condamnée par la Junte grecque (1967-1974) à la résidence forcée et à l'emprisonnement sur l'île de Gyros pour son opposition à la dictature, 1967-1968. Son action ultérieure en faveur des droits de l'homme s'inscrit dans le prolongement de cette expérience.

Publications du candidat dans le domaine concerné:

M^{me} Piniou-Kalli est l'auteur de plus de 100 communications, qu'elle a présentées lors de sa participation à des réunions, conférences, ateliers et colloques nationaux et internationaux. Elle a publié dans la presse plus de 200 articles sur le thème de la torture, en tant que défi pour les droits de l'homme. Trois documentaires ont été consacrés à ses activités et à sa vie. Elle a donné des centaines d'entretiens aux médias audiovisuels et à la presse écrite, aux niveaux national et international.

Nom et prénom: SCOBIOALA, Diana
Date et lieu de naissance: 24 juin 1976, Chisinau (Moldova)
Langue(s) de travail: français, espagnol

Situation/fonction actuelle:

Chef de la Division générale des relations internationales et de l'intégration européenne,
Ministère de la justice

Chargée de cours à l'Université d'État de Moldova

Principales activités professionnelles:

Réglementation et supervision des activités et du fonctionnement des subdivisions de la Division de la fonction publique (traitant des affaires en instance devant la Cour européenne des droits de l'homme, de l'exécution des arrêts de la Cour, de la prévention des infractions ultérieures à la Convention européenne des droits de l'homme, etc.); Division des traités et de l'intégration européenne (adoption, signature et ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme, coordination du processus d'intégration européenne, etc.); Division de la coopération juridique internationale (suivi des extraditions, entraide judiciaire, etc.); et Division des apostilles.

Études:

Diplôme de droit international de l'Université d'État de Moldova, 1998

Maîtrise de droit public de l'Université d'État de Moldova, 2000

Doctorat en droit international de l'Académie des sciences de Moldova, 2003

Chargée de cours à l'Université d'État de Moldova, 2006

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Chargée, à la faculté de droit de l'Université d'État de Moldova, de divers cours sur le droit public international, la protection des droits de l'homme, le droit diplomatique et consulaire, la Convention européenne des droits de l'homme, et le droit international des litiges. Membre du Collège scientifique des échanges interuniversitaires à l'Université d'État de Moldova; membre du Conseil scientifique spécialisé DH 15 12.00.10 pour la soutenance des thèses de doctorat dans le domaine des droits de l'homme; maître de thèse pour les travaux se rapportant au droit international, et en particulier aux droits de l'homme, destinés à être présentés au titulaire de la chaire de droit international et de droit des relations économiques extérieures de la faculté de droit de l'Université d'État de Moldova.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine considéré:

«L'incidence des mécanismes internationaux visant la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur l'ordre juridique interne», 2006; «Quelques réflexions sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme», 2006; «Le statut de victime de violation de l'un des droits de l'homme ou de l'une des libertés fondamentales, tel qu'il est prévu par la Convention européenne des droits de l'homme», 2002; «L'accès à la Cour européenne des droits de l'homme: critères de recevabilité», 2001.
